



DEPARTEMENT DES YVELINES

POLICE MUNICIPALE
2024-PM-50

ARRETE
PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SUR LA COMMUNE DE CHANTELOUP LES VIGNES

Le Maire de Chanteloup-les-Vignes,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211, L.2213 à -1et L.2213-3,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R417-10 et R417-2,

Considérant la demande formulée en date du 02 avril 2024 par le Département des Yvelines 1, Rue Jean Ferrat 78711 Mantes la Ville, tél : 06 86 04 17 40,

Considérant les travaux pour une campagne d'entretien des chaussées avec des enrobés projetés,

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation des véhicules sera réduite à une seule voie au droit du chantier sis « Avenue du Général Charles de Gaulle à Chanteloup-les-Vignes » :

Le Lundi 29 avril 2024 de 8h00 à 17h00.

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux, la circulation sera alternée, elle sera assurée au moyen, d'une signalisation soit manuelle soit par feux tricolores.

Dans le cas échéant la circulation des véhicules sera interdite.

ARTICLE 3 : Il sera interdit de doubler et la vitesse sera limitée à 30 km à l'heure

ARTICLE 4 : Le stationnement sera interdit sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du chantier

ARTICLE 5 : L'entreprise intervenante DTP2I rue des Carreaux - ZA des Carreaux 95640 Marines, tél : 07 85 12 52 17 aura la charge de la signalisation de jour et de nuit du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière sera conforme aux dispositions prévues alors en vigueur à la date des travaux.

ARTICLE 6 : Pendant la durée des travaux la circulation des piétons sera déviée et renvoyée sur le trottoir opposé.

ARTICLE 7 : Les véhicules en infraction feront l'objet d'un enlèvement.

ARTICLE 8: L'entreprise chargée des travaux à l'obligation de sécuriser son chantier.

ARTICLE 9: L'entreprise chargée des travaux à l'obligation de remettre dans l'état initial la voirie.

ARTICLE 10: L'entreprise chargée des travaux à l'obligation de sécuriser la voie.

ARTICLE 11: L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les dispositions pour réduire la gêne apportée aux riverains.

ARTICLE 12 : Tout intéressé qui désire contester le présent arrêté, peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois.

ARTICLE 13 : Toutes autorités administratives et de police sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au droit du chantier.

Fait à Chanteloup-les-Vignes, le 03 avril 2024.

Pour le Maire et par Délégation,
Le Premier Maire Adjoint



François LONGEAULT